

LA GRANDE RELEVE

des hommes par la science

Mensuel de réflexion socio-économique fondé en 1934 par Jacques Duboin

au sommaire
de ce numéro :

- 3 Bravo Kou ! **VALÉRIE BATTAGLIA** commente le débat qui eut lieu au Botanique après la représentation de la pièce *Kou l'ahuri*, d'après J.Duboin, créée à Bruxelles.
- 5 Calendrier de la tournée de *Kou* et extraits des critiques des journaux Belges.
- 6 Des pistes, des adresses, pour aller au théâtre qui aide à penser.
- 7 Au fil des jours, par **J-P MON**.
- 8 Mais d'où sort cette sphère financière qui accapare tout ? **ANDRÉ PRIME** en retrace l'histoire récente.
- 10 Lu, vu, entendu.
- 11 **D. KESSOUS** et **J. LE RIGOLLEUR** s'expriment dans notre Tribune libre.

N° 960 novembre 1996

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Rédacteur en chef :
Jean-Pierre MON

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME
Djémil KESSOUS

*
*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

*
Impression : R. PERNEL
Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France.....	130	FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70	FF
Abonnement de soutien (2 n°).....	200	FF
Abonnement de propagande : 5 n° mensuels	250	FF
10 n° mensuels	350	FF
Europe.....	175	FF

(Par avion, nous consulter)

Règlements :

par CCP : "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris,
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVÉ

B.P. 108, 78110 LE VÉSINET.

*Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.*

TÉLÉPHONE les mardi et jeudi, mais seulement de 15 à 18 heures, 01 30 71 58 04

♦ *Pour faire réfléchir autour de vous :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

un livre plein d'humour, écrit par Jacques DUBOIN en 1935, dans un style caustique, et qui dénonce (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F, franco).

L'ÉCONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant (en décembre 1985) les thèses distributistes.
Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques (22 F, franco).
Une petite brochure à diffuser largement.

♦ *Pour votre réflexion personnelle :*

nouvelle édition

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

livre du même auteur. Se lit comme un roman pour comprendre les mécanismes d'une économie alternative comparés à ceux de l'économie actuelle. L'économie distributive vécue dans ses détails (110 F).

♦ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

texte d'une conférence d'André PRIME

♦ *Pour avoir un résumé rapide de nos thèses et propositions ::*

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

numéro hors série (Janvier 1992, 25 F franco).

♦ *Enfin une bande dessinée :*

« ET SI ON CHANGEAIT ? »

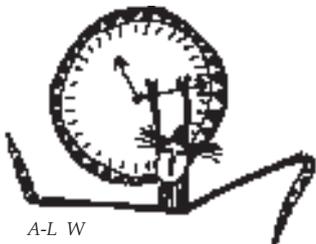
redessinée par Jacques VIGNES-ELIE (35 F, franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

*Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris.*

**Le résumé de nos thèses est disponible sous forme d'un tract,
au prix d'un franc l'un, plus les frais d'envoi.**

**La traduction de ce tract en espéranto, en italien, en allemand, ou en anglais
est également disponible, dans les mêmes conditions.**



A-L W

Ce numéro porte bien des traces du voyage que notre équipe a fait à Bruxelles pour assister à la pièce tirée du livre écrit par J. Duboin en 1934, *Kou l'ahuri ou la misère dans l'abondance* et dont la représentation, le 12 octobre au Botanique, fut suivie d'un débat, fort intéressant sous bien des aspects, car le public a semblé découvrir... que la misère à côté de l'abondance est toujours un scandale ! Valérie Battaglia commente cette soirée, puis nous reproduisons des extraits des critiques parues dans les journaux bruxellois et que nos nouveaux amis belges nous ont envoyés. La pièce entreprend ensuite une tournée en Belgique, et nous en indiquons le calendrier.

Cette expérience nous a montré l'impact que le théâtre pouvait avoir pour réveiller l'opinion. C'est pourquoi nous attirons l'attention de nos lecteurs de la région parisienne sur le travail entrepris à Cergy-Pontoise, et que nous aimerions encourager. Et si, à l'issue de la saison déjà programmée, ce théâtre conviait les distributistes, et tous ses autres spectateurs, à une grande fête, où Kou ouvrirait les débats ? Et si nos lecteurs suggéraient à d'autres directeurs de théâtre en France, d'aller voir Kou en Belgique, au risque de vouloir ensuite le mettre à leur affiche ? La troupe de Ch Delmotte est prête à venir...

M - L . D .

bravo Kou !

Faudra-t-il attendre que la France connaisse le malaise économique, social, politique qui déchire la Belgique, — à l'heure où ces lignes sont écrites au moins 300.000 personnes défilent à Bruxelles contre la corruption et le pourrissement des institutions de leur pays — pour qu'enfin les auteurs, metteurs en scène, comédiens retrouvent une conscience politique et professionnelle à la fois et s'intéressent à nouveau au devenir de leur société ?

Le travail réalisé autour de *Kou l'Ahuri* par Christine Delmotte nous paraît ouvrir des voies nouvelles à explorer.

Alors que les théâtres se vident, faute de présenter des œuvres qui concernent réellement les spectateurs, il devient urgent de se coller à un répertoire social, engagé, politique. Foin d'un théâtre narcissique, spectaculaire, consensuel qui abandonne le public dans une passive obscurité !

* * *

Au moment où les drames des sans-papiers, des travailleurs clandestins et

de tous les immigrés des pays du Sud résonnent encore en Europe, l'étrangeté de Kou, son indignation face aux richesses dédaignées, à "l'abondance" du Nord élargit la portée du constat critique de Jacques Duboin. Kou remet en cause les principes fondamentaux du développement des sociétés occidentales avec une modernité saisissante. L'ostracisme à son égard souligne non seulement la bêtise raciste ordinaire, mais aussi l'importance et la gravité de ce qu'il dénonce : des siècles d'hégémonie occidentale et les fondements mêmes d'une civilisation. Et son ahurissement n'ébranle pas seulement des mécanismes économiques mais acquiert une dimension philosophique profonde. L'enthousiasme du public, et aussi des lycéens venus en matinée, le nombre des participants au débat qui a suivi la représentation du 12 octobre à Bruxelles, et la qualité de l'écoute ont renforcé notre conviction que le théâtre doit trouver des forces nouvelles dans l'engagement politique et l'éveil des citoyens, ce qui fut sa mission et son origine dès l'Antiquité.



* * *

Au débat public qui suivit participaient Marie-Louise Duboin, Pierre Ansay, philosophe "libertarien", Baudwijn Bouckaerts, économiste libéral, Urbain Destrée, syndicaliste, Nathalie Zaccā-Reyners, collaboratrice de Jean-Marc Ferry et Isabelle Stengers, philosophe.

Nous ne pourrions ici résumer les positions et les interventions de chacun.

M.-L. Duboin replaça l'œuvre dans son contexte, synthétisa l'ensemble de la pensée de Jacques Duboin, apporta les éléments que la pièce ne pouvait expliciter et finalement donna à l'assemblée l'irrésistible envie d'en savoir plus.

L'économiste libéral nous offrit un numéro très comique en s'affligeant du destin du pauvre Bill Gates, qui vit comme nous tous dans la rareté puisque, malgré ses richesses, le temps lui est compté comme au commun des mortels.

Pierre Ansay rappela subtilement que l'homme demeure un être de désir, que l'économie ne se préoccupe que des besoins, qu'un art de vivre reste essentiel, constitutif d'une humanité digne de ce nom.

Urbain Destrée souligna toutes les difficultés et les impasses de la reconversion des industries sidérurgiques et textiles belges, tous les travers d'une mondialisation des échanges, toutes les absurdités de décisions économiques prises sans concertation, sans processus démocratique.

Nathalie Zaccā-Reyners présenta succinctement les travaux du philosophe Jean-Marc Ferry et du Basic Income European Network que nous suivons régulièrement dans ces colonnes...et dont nous connaissons bien les limites (l'insuffisante remise en question des bases idéologiques de notre société, et le réformisme plutôt trop "tendre"), mais dont nous apprécions aussi les aspects positifs dans la mesure où ils contribuent à rendre publics des postulats sensiblement proches des nôtres.

Enfin, Isabelle Stengers souleva une question pertinente pour aiguïser notre

créativité socio-politique et notre conscience écologique. A l'époque de la rédaction de Kou, les océans abondent de poissons, les forêts, les espèces animales ne sont pas menacées, l'eau potable n'est pas un souci... Aujourd'hui, nous savons que ces ressources naturelles doivent de toute urgence être protégées. Les océans ne produiront plus le poisson nécessaire, les cultures hors-sol ne remplaceront pas les terres salinisées ou engorgées de pesticides; l'eau propre à la consommation ne nous viendra pas du ciel justement... l'abondance naturelle n'existe plus, la rareté menace à nouveau.

Si les pays du Nord n'adoptent exemplairement de nouveaux modes de consommation et de développement, si les inégalités planétaires ne cessent de s'aggraver, alors nous ne saurons que distribuer.

Et voilà pourquoi, la signification de ce Kou étranger à l'Occident dépasse l'exotisme des protagonistes des Lettres persanes par exemple. La mondialisation n'est pas seulement économique, la vie sur la planète, son équilibre constituent aussi les enjeux actuels.

Marie-Louise Duboin répondit en précisant bien que ce sont la croissance insensée et le productivisme sans frein nécessaires au capitalisme qui poussent au mépris et à la rupture des équilibres écologiques. Un changement de paradigme socio-économique amènerait à des modifications salutaires.

* * *

Rappelons donc que le combat que nous menons a de multiples aspects. L'économie distributive telle que Jacques Duboin l'a décrite, est garante de la justice sociale et de l'épanouissement humain. Mais elle est aussi le moyen de substituer à la recherche obsédante de rentabilité le souci d'un développement soutenable, écologique et responsable à l'égard des générations futures.

En ce sens, la rencontre de Marie-Louise Duboin avec Isabelle Stengers fut riche et complexe, importante.

VALÉRIE BATTAGLIA

Kou et les journaux belges

**Une fable qui chatouille
l'imagination "Kou l'Ahuri"**

La raison du profit n'est pas toujours la meilleure !
Christine Delmotte et sa troupe nous offrent une utopie qu'il serait bon de faire tourner dans nos têtes. ... Une utopie qui pourrait apporter une alternative aux dérailements du système actuel... Mais l'histoire se déroule en 1933 et nous savons comment les grands de ce monde résoudront la crise, la guerre venant à point nommé dissoudre les files de chômeurs.

Si l'économiste non conformiste Jacques Duboin a écrit "Kou l'Ahuri" au cœur des années 30, le spectacle de Christine Delmotte se joue aujourd'hui et dans une situation économique en de nombreux points semblable à celle des années-là. Sauf que les dés ne sont pas encore jetés... et que nous pouvons décider de donner aux choses un tour plus constructif et plus responsable qu'en 1940.

Touchant à un sujet qui concerne tout le monde, "Kou l'Ahuri" réussit à associer fantaisie, émotion et humour à un discours éclairé qui, sans avoir la prétention vaine de livrer des solutions toutes faites, sème des petits et grands points d'interrogation qui ne peuvent que chatouiller la réflexion et l'imagination. Exploitant à merveille la machine théâtrale (qui n'en sera que plus belle, lorsque les représentations l'auront huilée davantage), Christine Delmotte et sa formidable équipe rappellent que la balle est aussi et avant tout dans notre camp. Un spectacle qui devrait être déclaré d'utilité civique !

Christelle Prouvost, dans *Le Soir*, 15.10.96

* * *

Les ahurissements du siècle

Avec "Kou l'Ahuri", fable poético-politique, Christine Delmotte revoit et corrige l'économie en une mise en scène truculente.

Sans cesse confronté aux réponses absurdes d'un capitalisme dont la logique ne cesse de l'ahurir, Kou en pointe les dysfonctionnements, ne finit pas de s'étonner du paradoxe de la misère dans l'abondance. Une utopie naîtra de ses ahurissements. Avec quelques amis, il créera le parti de l'abondantisme, prônant l'éradication de la mentalité de profit, le passage de l'économie échangiste à l'économie distributive.

"Kou l'Ahuri" répond à l'irréversible impasse du capital-roi par l'utopie des chemins de traverse, voies moins naïves, en définitive, qu'un vain espoir de redressement. Utopie généreuse comme l'est dans sa simplicité la belle et habile scénographie de Pierre Albert. L'inventivité de cette fable poético-politique, au service du désordre et de l'inrésignation, donne à rire et à penser. Franche réussite.

M. Ba. dans *La Libre Belgique*, 15.10.96

**Amis lecteurs Belges,
membres du Groupe Liégeois
pour l'Économie Distributive,
ne manquez pas d'aller voir
la pièce de théâtre tirée de**

Kou l'ahuri

*ou La misère
dans l'abondance*

de JACQUES DUBOIN

mise en scène par

CHRISTINE DELMOTTE

Après son succès au *Botanique*
à BRUXELLES en Octobre,
la pièce part en tournée
et sera présentée **en Novembre**

À NAMUR - WÉPION

les mercredi 6 et jeudi 7 à 20h30,
et le vendredi 8 à 13h30 et 20h30

à **La Marlagne**,

chemin des Marronniers à 5100 Wépion

RÉSERVATION tel : 081/ 22 60 26

renseignements tel : 081/ 74 48 00.

Espaces Sud, avenue Reine Astrid 72,
à 5000 Namur

(contact : *Bernard Debroux*)

À TOURNAI

le mardi 12 à 13h30,

et le mercredi 13 à 20h30

Maison de la Culture,

Bd des Frères Rimbaut à 7500 Tournai

RÉSERVATION tel : 069/ 22 13 21

renseignements tel : 069/ 22 91 71

(contact : *Jean-Marie Lefebvre*)

À MONS

les 20, 22 et 23 à 20h00

et le jeudi 21 à 13h30

Les Arbalestriers,

rue des Arbalestriers 8 à 7000 Mons

RÉSERVATION tel. 065/ 39 59 39

renseignements tel : 065/ 39 59 14

(contact *Henri Cammarata*)

À FLEURUS

du mardi 26 au vendredi 29, à 20h00

Ferme de Martinrou,

Chaussée de Charleroi à 6220 Fleurus

renseignements : Centre Culturel Régional de Charle-
roi

Bd Audent 29 à 6000 Charleroi

(contact *Pierre Noël*, tel 071/ 32 20 67)

Le théâtre ne s'use que si l'on ne s'en sert pas...

« Notre société pâtit d'une absence cruelle d'alternative. Le thème de "la pensée unique" (ultra libéralisme planétaire), développé par Ignacio Ramonet (*Le Monde Diplomatique*), perceptible dans l'économie triomphante et le conformisme ambiant, ne peut, sauf à abdiquer dans un divertissement complice, laisser l'homme de théâtre indifférent, lui qui se débat, grâce à la tragi-comédie, au drame ou à la satire, avec la parole autre, l'hétérodoxie intellectuelle, la critique... »

Ainsi se présente le programme pour la saison 1996-1997 du

THÉÂTRE 95, DE CERGY-PONTOISE
DIRIGÉ PAR JOEL DRAGUTIN.

À l'affiche, d'abord, le rire, avec Courteline :

Messieurs les Ronds-de-cuir

du 15 Novembre au 7 Décembre, à 21 heures, car « *tandis que l'idéologie dominante (aujourd'hui devenue la substance même des choses) anesthésie, le théâtre critique cherche à réveiller.* »

Lecteurs de la région, allez encourager cette troupe, vous ne serez pas déçus. Et la suite du programme sera à la hauteur, avec d'autres pièces, *Donogoo Tonka* de Jules Romain, mise en scène de Joël Dragutin, *Sens Unique*, de Joël Dragutin, *Toto le Môme*, textes d'Antonin Artaud par David Ayala, et *La double inconstance*, de Mari-vaux, dont nous vous annoncerons plus tard le calendrier.

Et ne manquez pas les **CONFÉRENCES-DÉBATS** qui promettent d'être passionnantes et qui sont programmées dans le même cadre : le 2 Décembre, **Bernard Cassen**; le 21 Janvier, **Albert Jacquard**; le 25 Février, **Riccardo Petrella**; le 28 Avril, **Valérie Peugeot** et **Suzan George**; puis Régis Debray en mai (date à préciser).

Un autre groupe cherche à faire réfléchir par le théâtre :

Les périphériques vous parlent...

organisent une rencontre intitulée

“Cum petere – chercher ensemble – pour les états du devenir”

**les 22, 23 et 24 Novembre prochains,
salle polyvalente de la Roquette,
15 rue Merlin, 75011 Paris**

Chacune de ces journées s'articulera autour d'un axe : « Citoyen, acteur ou interprète ? », « La philosophie : une réponse à l'économisme ? », et « Les états du devenir ». L'idée de cette manifestation tient pour l'essentiel de cette remarque : « La concurrence de "concurrencer" désigne des forces poursuivant le même but. De son côté le mot "compétition" du latin "cum petere" veut dire « rechercher ensemble ». Ces trois journées représentent un moment important d'une démarche plus générale pour faire mouvement, dans l'intention de rapprocher tous ceux qui n'acceptent pas comme inéluctable l'avenir inquiétant que l'idéologie de la compétitivité basée sur l'élimination de l'autre nous programme, tous ceux encore, qui n'ont pas renoncé à se donner un devenir, c'est-à-dire ceux qui veulent concevoir un projet d'avenir à faire par tous et pour tous.

Pour joindre "Les périphériques" : BP 46 75468 Paris cédex 10
téléphone 01 44 79 03 06, fax 01 44 83 00 07
e-mail : periph@globenet.org

La Grande Relève s'associe à cette manifestation.

au fil des jours

« // est certain que le dollar est aujourd'hui vraiment sous-évalué, ce qui porte un grave préjudice à nos productions » a déclaré J. Chirac à Valeurs Actuelles le 5 octobre. Mais pourquoi ne dit-il pas aussi que ça fait du bien à nos achats, de pétrole notamment ?

Il a ajouté, sans rire : « Il faut une meilleure concertation entre les grandes banques, y compris la réserve fédérale américaine, pour faire en sorte que le dollar se situe à un niveau qui reflète mieux la compétitivité de l'économie américaine. » Notre président n' a décidé pas encore compris que, pour assurer leur suprématie, les États-Unis ont déclaré une guerre économique sans merci au reste du monde. Pour cela, jouer sur la valeur de la monnaie est une règle élémentaire que ni lui, ni ses homologues européens ne semblent avoir assimilée

**

Les paris stupides. En visite à Reims Alain Juppé a déclaré : « ou bien dans les six mois à venir nous parvenons à mettre dans le circuit 300.000 jeunes supplémentaires, et cela changera radicalement le moral des Français et les anticipations. Ou bien, nous n'y parvenons pas, et on continuera à parler de pessimisme et de morosité... Une grande partie de la solution est entre les mains des chefs d'entreprise », a-t-il ajouté. Il ne semble pas avoir encore compris que les entreprises sont faites pour produire aux coûts les plus bas possibles (pour être compétitives et faire du profit) et que cela implique que l'on remplace de plus en plus la main d'œuvre par des machines.

A part ça, après avoir menacé le patronat de légiférer si les négociations par branches sur la réduction de la durée du travail n'avançaient pas assez vite, il s'est complètement dégonflé en déclarant qu'une réduction uniforme du temps de travail serait « la pire des solutions ».

**

Ce n'est pas l'avis du député J.Y. Chamard, (pourtant RPR lui aussi), qui pense que la seule solution au chômage, c'est de travailler moins.

Il déclarait à l'hebdomadaire "La vie" (22-28 août) : « Les Français ont pris conscience que nous ne sommes pas dans une crise, c'est à dire un phénomène passager conjoncturel, mais dans un nouvel état durable structurel. » En ce qui concerne la durée du travail il précise : « Ma préférence va à une réduction massive du temps de travail qui, seule, permettra de créer des emplois. Je suis donc pour une semaine de quatre jours annualisée... ce qui doit correspondre en moyenne à une semaine de 33 heures 1/4. Ce chiffre équivaut à une réduction de 15% du temps de travail - et bien sûr à 15% d'embauche en plus que nous pouvons dès aujourd'hui financer. » (notamment par les gains de productivité des entreprises, estimés à 3,5% par an).

**

Cela rejoint, en gros, les propositions de Michel Rocard qui a réussi à faire adopter son rapport sur la réduction et l'aménagement du temps de travail par le Parlement européen, à une très large majorité: 300 voix pour, 56 contre et 19 abstentions (tous RPR!).

(Notons cependant que dans son Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, l'exécutif communautaire (les gouvernements des États membres) s'abstient de parler de réduction du temps de travail comme moyen de lutte contre le chômage. C'est dire que le Parlement a encore beaucoup d'efforts à faire avant de voir ses propositions adoptées !...)

En bref, Rocard propose de réduire les cotisations patronales pour les employés travaillant 32 heures par semaine et de les augmenter pour les heures effectuées au dessus de ce seuil. La résolution du Parlement européen invite la Commission à recenser et étudier dans un délai de six mois les expériences de ce genre qui ont été faites en Europe, comme chez Volkswagen par exemple, et de fournir des « études approfondies et chiffrées » sur les modalités et les conséquences de telles incitations à la « réduction significative de la durée du travail ».

**

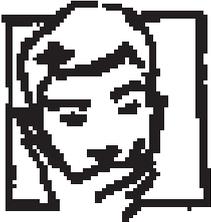
Cela serait certes un grand pas en avant, vers un peu plus de temps pour vivre, mais cela ne résoudra que très momentanément le problème du chômage, à cause de l'augmentation continue de la productivité. C'est ce qu'il ressort à l'évidence de l'expérience Volkswagen qui en est à chercher d'autres moyens pour éviter des licenciements, après avoir mis en place, il y a deux ans à peine, la semaine de 28,8 heures en quatre jours (ce qui a sauvé 30.000 emplois). La firme allemande envisage maintenant de mettre en place un système de « bons de préretraite partielle ». Dans ce système, les salariés pourraient capitaliser leurs heures supplémentaires, les primes et les suppléments perçus pour les samedis travaillés. Les bons seraient convertibles en réduction du temps de travail entre cinquante cinq et soixante ans ou être échangés contre des espèces sonnantes et trébuchantes, intérêts compris. Selon des économistes de la Deutsche Bank Research, le projet de Volkswagen « va sans doute inspirer d'autres entreprises en sur-effectifs qui ont largement eu recours aux préretraites ces dernières années, notamment dans la sidérurgie. »

**

Ce l'on ne crie pas très fort sur les toits, c'est que la durée hebdomadaire du travail aux États-Unis n'est, en moyenne, que de 34,4 heures. Cela est du aux très importants investissements qui ont été effectués dans l'industrie et les services et qui ont notablement accru les capacités de production.

Cela explique aussi pourquoi les américains ont un taux de chômage (un peu) plus faible qu'en Europe et pourquoi la croissance peut continuer à s'effectuer sans inflation, ce qui étonne toujours les économistes. Ceux ci ne se sont pas encore aperçus que les machines ne réclament pas d'augmentation de salaire, même lorsqu'elles travaillent plus.

JEAN-PIERRE MON.



ANDRÉ PRIME n'a pas la prétention d'être exhaustif. Mais la sphère financière étant dénoncée comme la cause principale de la souffrance du monde actuel, elle ne peut laisser nos lecteurs indifférents.

D'où sort la sphère financière ?

Avant les années 80, c'est l'économie industrielle et marchande, l'économie réelle, qui dominait le monde capitaliste: reconstruction, développement sans précédent des biens de consommation, du logement, des transports (aviation, train, route)... Puis — coïncidence fortuite ou historique ? — arrive Reagan, drivé par son mentor Milton Friedman, qui prône politique de l'offre, libéralisme, déréglementation. En Europe, Thatcher, nourrie dans sa jeunesse au lait d'Hayek, emboîte aussitôt le pas. Le reste de l'Europe suivra un peu plus tard, avec une relative prudence.

Revenons aux États-Unis en 1981. Reagan baisse les impôts pour relancer la consommation. Malgré cela, les deux premières années de son règne s'avèrent catastrophiques. Reagan augmente alors considérablement les crédits militaires qui passent de 5,2 % à 8,5 % du PNB. Le déficit budgétaire atteint 200 milliards de dollars en 1984, alors qu'en 1980, sous Carter, il était de 60 milliards. 200 milliards, ce sera le rythme de croisière de la période Reagan.

C'est pendant ce temps-là que tout se noue. Alors qu'avant 1980, l'activité boursière mondiale montrait plutôt un encéphalogramme plat, tout va changer. Pourquoi ? Comment ? Les impôts ayant baissé, les Américains achètent — l'immobilier est florissant — et épargnent peu ; en tout cas, pas assez pour compléter un déficit aggravé par les dépenses militaires. Alors que faire ?

Pour attirer l'épargne mondiale, l'État offre des taux d'intérêt élevés. Le dollar monte, doublant de valeur de 1981 à 1985, pour atteindre un sommet le 26 février : 10,54 F.

Première conséquence, mathématique : les exportations baissent, les importations augmentent considérablement. Le déficit du commerce extérieur passe de 28 milliards de dollars en 1981 à 120 en 1984. Sans être les seuls, les Japonais profitent au maximum de l'aubaine : voitures (leur taux de pénétration atteindra 25 %), électronique, caméscopes et audiovisuel. Rapidement le marché des États-Unis va absorber 35 % des exportations japonaises. Deuxième conséquence : le Japon en tête, d'autres pays engrangent une telle quantité de dollars qu'ils vont pouvoir acheter massivement des bons du Trésor américain. La boucle est bouclée. Si bien qu'un économiste a pu ironiser : «*En face d'une télévision possédée par un fermier du Middle West, il y a un bon du Trésor américain déposé dans les coffres d'une banque d'Osaka*».

Mais **fait capital** et débuts réels de la sphère financière : comment les États-Unis couvrent-ils leur déficit commercial (entre 120 et 150 milliards de dollars chaque année sous Reagan) ? Tout simplement en utilisant l'incroyable privilège acquis en 1944 à Bretton Woods en contrepartie de l'aide à l'Europe : **le droit régalién de battre monnaie mondiale**. Autrement dit, sans contrepartie en devises ou marchandises échangées, comme doivent le faire tous les autres pays. Delors, sur Antenne 2, dénonce, au lendemain de la réélection de Reagan, cette politique «*discutable, sinon douteuse de la planche à billets*».

Voilà donc, au fil des années, des centaines de milliards de dollars flottants et une sphère financière, telle un astre en formation, qui se structure et grandit. Le plus riche

pays du monde devient le plus grand débiteur de la planète sans que le FMI intervienne : on ne touche pas au lion, seulement aux ânes. L'Amérique vit à crédit. Aujourd'hui, la dette fédérale s'élève à 4.900 milliards de dollars, soit en gros 70 % du PNB.

«*L'explosion du déficit budgétaire américain, dans les années 80, a fait du marché des créances, notamment des titres de dettes publiques, le marché le plus dynamique*».

* * *

A ces capitaux, créés *ex nihilo*, il faut ajouter les masses fabuleuses des pétrodollars, acquis par les monarchies de l'or noir, grâce aux crises pétrolières. Ils sont venus alimenter les places financières des pays riches.

Vers le milieu des années 80, les Bourses explosent. L'air du temps, néolibéralisme, compétitivité, déréglementation, commence à porter ses fruits (amers pour les masses laborieuses, mais c'est un autre problème). La sphère se gonfle rapidement. Les gains boursiers n'ont pas laissé indifférents les détenteurs des énormes trésors que représentent les fonds de pensions, surtout aux États-Unis où la protection sociale — santé, retraites — est essentiellement affaire privée. Selon le FMI, les cent principaux fonds de pension américains ajoutés aux cent premiers Japonais et Européens contrôlaient en 1993 près de 8.000 milliards de dollars. Et la BRI (Banque des Règlements Internationaux) estimait que fin 1992, 10.000 milliards de dollars de produits dérivés faisaient partie des capitaux flottants.

En France, dans les années 80, l'épargne a été orientée vers tous les produits nouveaux, et lucratifs :

Sicav, Fonds communs de placement, etc. Cela représente des sommes très importantes : en 1993, selon la Banque de France, les actifs financiers des ménages s'élevaient à 12.000 milliards (plus d'une fois et demie le PNB !), une part importante ne servant qu'à financer les transactions de la sphère financière.

Même phénomène dans tous les pays riches. En France, cela ne suffit pas aux prédateurs que sont les fameux *zinzins* et notamment les compagnies d'assurances.

L'exemple des Bourses anglo-saxonnes les fait saliver : les fonds de pensions possèdent un tiers de la Bourse de Londres, un quart de celle de New York. De là les grandes manœuvres hypocrites de nos gouvernants pour préparer l'opinion à la "nécessaire" obligation, dans un futur proche, d'assurer, au moins en partie, à titre personnel, sa santé et sa retraite, la sécu et les cotisations retraites classiques ne pouvant plus faire face. L'évocation quasi-quotidienne du "trou béant de la sécu" (2 % de son budget contre 20 % celui de l'État !) n'a pas d'autre but.

Un apport non négligeable pour compléter la formation de la sphère financière : la part de l'argent de la drogue blanchi, sur les 700 milliards de dollars que rapporte ce marché.

* * *

Cette fameuse sphère financière — sorte de nébuleuse — est complexe et mystérieuse pour la plupart des 5,5 milliards d'humains qui ont d'autres soucis avec le chômage et l'exclusion. Même avec des rôlés sérieux, comme en octobre 1987, elle est bien présente et se gonfle chaque jour davantage. Mais il est important de mesurer les conséquences de cette fantastique mutation survenue depuis le début des années 80 dans le monde capitaliste :

*1. Avec le développement exponentiel des moyens de communication, on peut dire que les opérations boursières se font à la vitesse de la lumière. La sphère financière "tourne" 24 heures sur 24 et l'acti-

té passe d'une place financière à l'autre, au fil des méridiens. 1.000 milliards de dollars d'opérations sont traitées chaque jour.

*2. La doctrine libérale s'est répandue sur la terre entière en une décennie, débarrassée comme par miracle, juste à temps, de l'hypothèque communiste. Elle exige, avec la déréglementation, la privatisation de tous les secteurs économiques. Modèle : États-Unis. Prix d'excellence : l'Angleterre de Thatcher qui, en dix ans, a presque tout privatisé. Et l'on voit ce qui se passe en Europe et partout dans le monde. Tous les secteurs essentiels sont concernés : industries, banques, assurances, télévisions et radios, télécoms, transports, santé, retraites. Certains voient même plus loin : l'éducation par exemple. Sus aux économies mixtes ! Le moins d'État possible : les forcenés vont jusqu'à envisager un anarcho-capitalisme !!!

Pour Bruxelles, toute aide de l'État est suspecte. Les rappels à l'ordre sont fréquents. Ainsi ² la Commission européenne tance vertement le gouvernement français qui s'oppose (?) jusqu'aux élections de 1998 sans doute, à la déréglementation dans les chemins de fer : «*Dès lors que dans tous les secteurs économiques de la communauté, on tire profit de la déréglementation, il n'y a aucune raison de croire que la branche ferroviaire ne pourrait pas en faire autant*» (sic). Ainsi tout est clair.

*3. Les gouvernements ne sont plus que des pantins (et les parlements, des chambres d'enregistrement). Souvenons-nous l'éclatement du SME en 1993. Les marchés ont imposé leur diktat (c'est le mot, car beaucoup parlent maintenant de la dictature des marchés) : l'Italie, l'Espagne, etc. ont dû fortement dévaluer et certains pays ont quitté le SME. Et les parités, qui pouvaient fluctuer entre plus ou moins 2,25 % sont maintenant autorisées à plus ou moins 15 %. On évoque souvent le manque d'argent dans le monde : c'est que la mondialisation et le développement économique — Corée, dragons du Sud Est, etc. — nécessi-

tent un besoin de capitaux jamais atteint. Et les États sont tous endettés, les déficits budgétaires en France, Allemagne, Italie, etc. sont souvent abyssaux. Les gouvernements ont donc besoin d'emprunter massivement.

Les investisseurs n'ont alors que l'embaras du choix et peuvent dicter leur loi. La main invisible d'Adam Smith est devenue une main de fer... sans gant de velours !

*4. Que dire du volet social ? Les marchés n'en ont cure, au contraire. Ils saluent diminution ou limitation des salaires, réformes sociales vers le bas, "plans sociaux" (licenciements pour une meilleur rentabilité). Moulinex ferme des usines en France pour les transférer au Mexique : l'action monte immédiatement. Le chômage diminue aux États-Unis ? Mauvais signe : les salaires risquent de croître, la Bourse baisse.

* * *

Nombreux sont ceux, économistes sérieux, sociologues, hommes politiques, même à droite, qui commencent à s'inquiéter d'une telle puissance et d'une telle dérive. Si, dans son essence, la sphère financière est mondiale, apatride, l'ombre des États-Unis semble la couvrir (j'allais écrire : la couvrir) : née essentiellement de la politique des États-Unis au début des années 80, dépendante de la seule monnaie, le dollar, dont le pouvoir est mondial, on peut craindre, l'URSS s'étant effondrée avec le communisme, que les États-Unis s'imposent plus que jamais comme les maîtres du nouvel ordre mondial : économique, militaire, "culturel" (!). Partout la pensée unique et une "way of life" unique.

La lutte à mener, socialisme contre néo-capitalisme, s'avère titanesque. A moins que... On parle aussi de bulle financière. Et si elle crevait...

ANDRÉ PRIME.

— — —

1. Alain Boublil in "Keynes, reviens!" Éditions du Rocher.

2. Voir *Le Monde* du 4 octobre 96.

3. 358 personnes possèdent autant que les 2,5 milliards les plus pauvres.



La Démocratie est-elle confisquée par un petit nombre de privilégiés?

Dans le *Monde Diplomatique* d'octobre, I. Ramonet s'interroge : « *De plus en plus nombreux sont ceux qui dénoncent ce système comme une imposture... En Europe, il a toléré l'apparition de 20 millions de sans emploi et de 50 millions de pauvres... Certains États en viennent à accepter une sorte de tiers-mondisation de leurs sociétés. Selon des rapports de l'ONU et de la Banque Mondiale, au Royaume Uni, les inégalités entre riches et pauvres sont les plus importantes du monde occidental.* » Bravo élève Thatcher ! Ramonet poursuit : « *Ainsi se lézarde la cohésion sociale : au sommet se renforce une classe de plus en plus aisée (10 % des Français détiennent 55% de la fortune nationale), tandis que, vers le bas, les poches de pauvreté s'élargissent... Tout cela se produit dans un cadre économique où la finance triomphe... Les marchés imposent leur volonté aux dirigeants politiques... A tel point qu'ils sont placés hors d'atteinte des gouvernements.* » A.P.

* * *

Le Village-Monde et son Château¹

L'intérêt indéniable de cet ouvrage est de nous apporter une vision pertinente et inhabituelle d'une économie mondialiste qui est en train, peu à peu, de se mettre en place et dont nous mesurons les effets pervers sans bien en comprendre les causes. Nos difficultés économiques quotidiennes, quelle qu'en soit la gravité, ne se situent qu'à un niveau national, (le gouvernement), voire européen (la Commission de Bruxelles) et ne nous permettent pas d'appréhender le jeu mondial qui se joue et dont nous sommes les acteurs inconscients. Pour l'auteur, l'exclusion et le chômage ne sont pas des fléaux que nous subissons, comme voudraient nous le faire croire nos hommes politiques, appuyés par les media. Ce

sont bien les résultats d'une stratégie délibérée, savamment mise en œuvre par un ultra-libéralisme maintenant débridé, depuis l'effondrement du communisme, son idéologie antagoniste.

Cet ouvrage nous montre dans quel état d'esprit se trouvaient les négociateurs des accords de Bretton Woods en juillet 44, quand ils ont créé les trois institutions mondialistes : la BM (Banque Mondiale), le FMI (Fonds Monétaire International) et le GATT (devenu maintenant OMC). Il s'agissait alors d'empêcher l'embrasement de la révolution communiste, d'éradiquer les théories nazies et d'éviter que se renouvelle la grande crise sociale de 1930 qui a sévi aux États-Unis. Pour cela, ces trois institutions devaient apporter le plein emploi, la prospérité et le bien-être à tous les hommes, en permettant aux États de réguler et de mettre de l'ordre dans l'économie, là où les marchés ne produisaient que des inégalités et des conflits. Comment ces organismes, créés dans un souci humanitaire, ont-ils pu devenir, peu à peu, les instruments de la reconquête, néo-libérale du monde, et n'apporter que sous-emploi, appauvrissement général, recul des droits des plus faibles, destruction des ressources naturelles de la planète, dans le seul but de concentrer les richesses entre les mains d'un petit nombre ? Tout simplement, par la mise en œuvre d'une stratégie d'aide au développement, apparemment humanitaire, mais qui s'est vite révélée être une réelle ingérence :

. à l'origine, octroi par la BM de prêts massifs pour financer des investissements technologiques lourds. Ils ont profité aux pays développés qui ont exécuté ces travaux, mais ils ont rarement atteint les objectifs technocratiques espérés. De plus ils ont presque toujours généré la destruction des écosystèmes locaux (grands barrages : Égypte, Thaïlande ; routes forestières pour abattage : Mexique, Guinée, Côte d'Ivoire).

. les intérêts très lourds de ces emprunts n'ont ensuite pu être acquittés qu'au prix de ventes for-

cées et bradées des ressources naturelles du pays "aidé". Elles n'ont profité qu'aux acheteurs riches qui maintenaient volontairement des cours très bas.

. on est arrivé ainsi à une domination par la dette de tous les pays du tiers monde devenus quasi-insolvables (Mexique, Inde...). Leur indépendance politique, acquise après la guerre leur a ainsi été reprise économiquement, les obligeant à adhérer au libre échange mondial et à supprimer toutes leurs protections commerciales et sociales.

Après la "reconquête" des pays décolonisés, puis l'invasion du bloc ex-communiste, ce processus touche maintenant nos pays riches, obligés eux aussi à adhérer à la religion du marché. Elle n'a pas pour but de satisfaire une demande collective, mais d'imposer une offre par un prix attractif que l'on obtient en baissant les salaires sous prétexte de concurrence. Ainsi, le libre échange et l'ouverture des frontières conduisent à aligner les salaires sur un salaire plancher mondial, obtenu en désarmant les salariés par la menace du chômage. Un gouvernement mondial se met progressivement en place avec pour objectif universaliste, quasi-métaphysique, de mettre le monde entier à l'image des États-Unis. C'est une vision totalitariste qui rogne peu à peu le pouvoir des États nationaux et s'impose grâce à la BM (police de la haute technologie), au FMI (police de la dette), à l'OMC (police commerciale des frontières) et aussi à l'ONU (police militaire).

Pour l'auteur, le salut ne viendra que par l'arrêt de cette croissance monopolistique et par la restauration de l'autonomie des pays, avec respect de leurs cultures spécifiques. La complexité mondiale implique la variété des États et non pas leur uniformité.

G. THIAFFEY

1. par Philippe Paraire aux Éditions "Le temps des cerises".

La défense se défend mal

Du chômage en perspective pour les travailleurs de l'armement. Les restructurations prévues par le plan Millon sont à l'ordre du jour. Pour limiter les déficits publics et répondre aux critères de Maastricht, des milliers d'emplois sont menacés. Tous les salariés de ce secteur ressentent une inquiétude bien légitime. Environ 25.000 d'entre eux sont montés à Paris ce samedi 12 octobre en provenance de différentes régions de France. Un mot d'ordre commun : le refus des licenciements que l'on justifie de diverses manières. Ainsi, d'après un syndicaliste CGT de Turboméca «il suffirait de renouveler un tiers de la flotte d'hélicoptères (...) pour assurer au moins cinq années de travail à notre usine » (L'Humanité du 14/10/96). Pour J-P. Le Velly (CFDT) : «il s'agit de préserver des secteurs industriels de grande qualité » (ibid). Marc Blondel (FO), quant à lui, voudrait savoir «quel sera la place de la Défense nationale et de son industrie en l'an 2000 »(ibid.) Mais la «Défense nationale » n'a-t-elle pas bon dos ? N'est-elle pas un prétexte pour faire tourner le lobby militaro-industriel français avec tous les profits induits (et, accessoirement, les emplois) ?

Notre monde est arrivé à un point d'incohérence tel que des syndicalistes vont bientôt aller manifester pour la poursuite des guerres qui donnent du travail aux salariés de l'armement. Est-ce là le message du «train de l'espoir » affrété par les arsenalistes de Roanne et de Saint-Etienne ? C'est quoi l'espoir pour vous et vos enfants ?

Pour des militants conséquents, quelle que soit leur tendance, il ne peut y avoir d'ambiguïté. Nous devons nous prononcer pour la fermeture des usines travaillant dans le nucléaire et/ou la fabrication d'engins de mort. Pour la fermeture des mines de charbon où les conditions de travail sont dignes du XIX^{ème} siècle. Pour la suppression de tous les secteurs industriels nuisibles à l'homme et à son environnement. Mais pas un seul travailleur ne doit voir son existence ruinée pour autant. La société doit garantir à chacun un revenu social décent. Et le peu de travail réellement indispensable au bon fonctionnement de la société doit être partagé entre tous.

DJÉMIL KESSOUS.

* * *

Cela paraîtra provocateur à certains que de se demander si Le Pen est dangereux. Mais ses sorties borboryg-

miques ne seraient-elles pas là que pour occuper le terrain médiatique ? Le Pen n'est pas tout seul, il est poussé sur le devant de la scène, sans certains appuis, il ne serait qu'un vociférateur anonyme adepte des "brèves de comptoir". Dans les 15 % de vote Lepéniste, que faut-il voir au juste ?

Tout d'abord un calcul cynique du pouvoir. Mitterrand en 81 a favorisé Le Pen pour mieux en contrôler les forces au même titre qu'en 95, quand on a aidé Arlette Laguillier à franchir la barre des 5 % (avec un tel battage médiatique les idées de la GR auraient sans doute fait plus que de la figuration). Pour un ministre de l'intérieur, cela permet de savoir ce que pense la majorité dite silencieuse et de localiser les extrêmes.

Mais le résultat est le même, le pouvoir n'est pas partagé, même si au hasard des votes une alternance peut se produire : les 30 % de la population qui, selon l'INSEE, possèdent 80% du patrimoine national et plus de 50% des revenus ne lâcheront jamais le morceau et n'hésiteront pas à recourir à l'extrême droite pour garder leurs prérogatives.

Depuis la révolution de 1789, la bourgeoisie pas cessé de chercher à garantir sa domination (...). La timide démocratie mise en place à partir de 1871 est devenue au fil des temps, le paravent derrière lequel la bourgeoisie se met à couvert et le vote à intervalle régulier un conditionnement pour une oligarchie économique-politique dont le seul but est de durer dans l'opulence. Si, malgré tout, certains ... tournants politiques s'amorcent comme en 36 ou en 68, le poids économique de la bour-

geoisie les écrase rapidement. Face à la crise elle n'a plus d'artifices à proposer, pire elle retire les carottes qu'elles avaient accordées au temps des vaches grasses. Son gouvernement est aux abois. Mais s'il y a explosion sociale, la bourgeoisie n'a rien à craindre, car ... la grande majorité des mécontents, victimes du bourrage du crâne administré par les média aux ordres ainsi que par les syndicats, ne voient pas de salut en dehors du système qui les opprime. Ainsi les revendications toutes imprégnées de corporatisme les plus honteuses, tournent-elles toujours autour des salaires et des avantages acquis pour ceux toutefois qui peuvent encore en jouir.

Malgré tout, pour les affaires, il faut un climat social calme ou "calmé". C'est pourquoi la bourgeoisie se sert de l'extrême droite, en l'occurrence Le Pen, qui représente pour elle une sorte de bouée de sauvetage. L'extrême droite n'est pas une maladie, mais un moyen que se donne la bourgeoisie pour gouverner. A-t-on déjà vu un régime fasciste où les affaires périssent ? Le Pen n'est pas le sauveur miracle, mais sa politique, et cela n'est jamais montré dans les média toujours à l'affût de ses mots, est tout au service des possédants. Ce n'est pas les braillards, ni ses gros bras qui le font vivre, mais ceux qui le paient en sous main pour l'aider dans sa propagande.

...Il faut l'ignorer, le laisser dans sa fange... Il faut s'attaquer en priorité à ceux pour qui il travaille, notamment en condamnant le système qui nous mène à la catastrophe...

J. LE RIGOLLEUR

Ciel politique d'été

À Hermeton sur Meuse, les 12, 13 et 14 août derniers, s'est tenue la réunion organisée par le réseau pour une justice sociale (Grande Enneille 102, 6940 Durby, Belgique).

Contrairement à ce qui était spécifié dans la Charte (et reproduit in GR N°958), toutes les personnes de ce réseau sont loin de «reconnaître la complémentarité de différentes approches » et de «cultiver les qualités d'écoute, d'ouverture».

Par exemple, il n'a pas été possible de parler d'économie distributive. Bon. Que tout le monde ne soit pas d'accord là-dessus et qu'il y ait un débat, c'est normal. Mais, la moindre des politesses, avant qu'il y ait un débat, c'est de laisser exposer le sujet du débat. Or ça n'a pas été possible. Raisons invoquées : «L'économie distributive, c'est des grandes théories, ce qu'il faut maintenant, c'est du concret. Et de toute façon, les prophéties disent qu'en 1998 il n'y aura plus d'argent ».

Ça, on verra. Mais voulez-vous savoir ce qu'ils proposent de concret ? : « Faire circuler l'information. Faire une pyramide de lumière. Se réunir tous les mois à la pleine lune, assis en tailleur dans un pré, en Belgique.» Etc, sans commentaire.

Face à ce délire pseudo spirituel de charlatans, le responsable du réseau était quand même assez lucide. Il s'est bien rendu compte que les militants sérieux ne remettraient plus jamais les pieds au RJS.

JEAN-PIERRE POULIN.

J'ai lu avec attention et intérêt l'article de Djémil Kessous, dans le numéro d'octobre de la GR. Je pense qu'il a tout à fait raison de douter qu'une condamnation de l'idéologie raciste au nom de la loi puisse être efficace. Le discours de Le Pen sur l'inégalité des races me paraît destiné surtout à la base (souvent très primaire) de son parti, afin de la rassurer et de la motiver. Cependant, on pouvait lire, dans l'hebdomadaire libéral "Les quatre vérités" (du 4.10.96) un article signé d'Alain Dumait, directeur de cette publication, affirmant que «les civilisations sont inégales entre elles ! ». Il n'est plus question de race ici, mais de nations ou de peuples. J'aurais toutefois préféré le terme "différentes" à celui d'"inégaies", d'autant plus qu'Alain Dumait n'hésite pas à parler des civilisations "supérieures" ; à ses yeux, ce sont celles « qui assurent l'existence, et si possible le bonheur, d'un plus grand nombre de personnes... ». Cela pourrait se concevoir, mais on ne nous dit mot ici des injustices qui découlent de l'inégalité économique. Normal, pour quelqu'un qui nous assure que «aller vers plus d'égalité serait nécessairement aller vers plus de redistribution, donc vers plus d'État et vers plus de collectivisation ! ». On nage ici, on le voit, en plein "anarcho-capitalisme", que ne renient pas, d'ailleurs, certains militants libertaires tout à fait sincères, mais fourvoyés dans une impasse (assez attrayante, il faut en convenir). Pour en revenir à D. Kessous (et à son article où il critique ceux qui font "de l'antiracisme à bon marché", Dieu sait s'ils sont bruyants et parfois peu crédibles !), j'aimerais lui soumettre cette citation d'Alain Finkelkraut (dans le Figaro du 1er octobre, et reprise par "les quatre vérités") : «Il est absurde de vouloir frapper de nullité les différences que les gens perçoivent avec leurs yeux. L'insulte au sens commun ne peut pas faire progresser la cause de l'antiracisme ».

B.Lanza, Lyon

* * *

J'ai particulièrement apprécié votre éditorial du n° 959 dénonçant le danger toujours plus proche d'un fascisme qui prend racine toujours plus profondément dans notre pays. Les exemples ne manquent pas ! Le "beau parleur" séduisant les foules est déjà à l'œuvre et il marque des points. A la fin de votre éditorial, vous rappelez le combat des Chiapas contre la dictature de la finance en laissant entendre qu'il ne resterait que cette solution, chez nous, pour combattre l'intégrisme financier. Certes... mais avant, n'y a-t-il pas une autre voie ? Celle des élections ? Je remarque régulièrement dans votre publication qu'une débâcle de générale s'active dès qu'une personne mentionne le fait de présenter nos idées lors de chaque élection locale ou nationale. Ainsi, par exemple, le courrier de G.O. (Vincennes) qui prévoit d'avance qu'il y aurait peu d'élus de notre mouvance à l'Assemblée Nationale. Qu'en sait-il ? Et quand bien même le cas se présenterait, la campagne électorale permettrait de faire passer nos idées. Et puis, n'y a-t-il pas des élections locales : cantonales, municipales, régionales, etc. ? Regardons le Front National : il y a vingt ans, il faisait moins de 5 %. A présent et malgré ses idées d'extrême droite et un programme économique sans avenir, le parti de Le Pen est partout sur l'échiquier politique. Et malheureusement, en 98, il y a de fortes chances que des élus FN ou des élus du "Mouvement pour la France" (ce qui revient au même) soient à l'Assemblée Nationale. Ne pouvons-nous pas faire autant et mieux ? Je le pense car notre programme économique est fiable comparé aux autres ; à condition que le peuple connaisse ledit programme. Et pour cela, il n'y a qu'une solution : le présenter systématiquement à chaque élection.

Pour arriver à ce but, il faut créer

un "vaste mouvement révolutionnaire" (selon la formule de Djémil Kessous) et se lancer dans la bataille démocratique des élections. Agir autrement est une perte de temps et d'argent, comme par exemple le CD de propagande de J.P. Poulin, dont vous faites la publicité. Son initiative est digne d'éloges mais permettez-moi d'être sceptique quant à son efficacité réelle sur les consciences de nos concitoyens. Le CD est vendu à qui ? Dans le milieu distributif ? Il ne sert alors qu'à convaincre des convaincus ! C'est vers les autres - les ignorants des thèses de l'économie distributive - qu'il faut mobiliser nos forces.

J.C. G., Libourne

* * *

Puisqu'il est si ardu de faire pénétrer nos idées dans l'esprit des gens, et que l'emploi reste le sujet qui permet d'anesthésier les foules, il m'est venu une idée en partie exploitable... en attendant. Je suis un ancien marin, entré à l'École des Mousses en 1932, à 15 ans 1/2; devenu matelot, puis quartier-maître électricien, je me suis engagé dans les Forces Françaises Libres, au 1er régiment de Fusiliers Marins où avec le grade de Maître, j'ai eu la responsabilité d'un peloton de combat. Ceci pour en venir au fait qu'un bateau peut être selon son importance, comparé à un village, un bourg ou une ville. La marche, l'entretien du bateau, l'alimentation de l'équipage sont assurés par un ensemble d'hommes divisé en deux bordées, tribord et bâbord. Chaque bordée assure le quart selon les jours pairs ou impairs (tribord étant impair). Dans chaque bordée existe une hiérarchie de spécialistes, du matelot au second maître, capable d'assurer le bon fonctionnement de tous les services. Ne pourrait-on imaginer un fonctionnement semblable pour assurer la production en France ?

M.L., Pellevoisin

Notre ami,

Noureddine Aba,

nous a quittés à l'âge de 75 ans.

Écrivain algérien
de langue française,
grand humaniste,

il partageait tout à fait nos idées.

Il est l'auteur de nombreux poèmes
et pièces de théâtre dont l'une

"L'exécution au Beffroi"

se joue à Paris,
au théâtre Essaïon
jusqu'au 3 novembre.

A.P.

* * *

J'ai récemment pris connaissance de deux articles parus dans deux revues : *Problèmes économiques* (publication de la *Documentation Française*) et *les Temps modernes*. Je pense que leur contenu vient tout à fait justifier les principaux thèmes de l'*Economie distributive* et j'ai pris la liberté de vous en envoyer photocopie afin de les joindre à votre fonds de documentation.

C'est dommage que la GR ne recense pas les contributions périodiques à l'*Economie distributive* (chronique bibliographique) à l'instar des autres revues. N'avez-vous pas un service de presse ? Il est difficile de chercher dans la presse (pour mon cas, c'est dans ma bibliothèque municipale) les ouvrages, revues et articles, qui viennent enrichir nos idées.

Quel dommage aussi de ne pas recevoir d'articles de la part d'autres économistes, sociologues comme André Gorz; Jacques Robin, les écologistes, etc. qui font avancer notre démarche et préciser les choix et les alternatives qui nous permettraient de ne pas être récupérés (cf. les propositions de Friedmann).

Un rêve : à quand la réédition des œuvres complètes de Jacques Duboin pour lequel il y a une

véritable conspiration du silence ainsi qu'en témoigne l'article sur la pensée unique en économie où la référence au père de l'*Economie distributive* brille par son absence. Il faudrait aussi pouvoir se rencontrer lors de débats périodiques... Pourquoi pas des loisirs communs, randonnées, sorties afin de briser notre éparpillement et notre cloisonnement ? L'*Economie distributive*, c'est un choix de vie, un projet de civilisation qui doit s'éprouver lors d'échanges et de convivialité.

R.D., Paris 12e

Réponses. 1. La revue de presse que vous souhaitez nécessiterait le travail d'une dizaine de personnes, en permanence.

Le journal ne les ayant pas à sa disposition, nous sommes heureux de publier les rapports que nous envoient nos lecteurs.

2. Nous adressons régulièrement la *Grande Relève* à nos amis André Gorz et Jacques Robin, et déplorons avec vous qu'ils n'aient jamais contribué, par un article, aux efforts de réflexion de nos lecteurs. Mais il ne faut pas désespérer.

3. Une nouvelle réédition des "Yeux ouverts" est prête depuis bientôt deux ans, avec une post face d'actualisation.

Soumis à des éditeurs capables de lancer un livre, le manuscrit a été refusé sous prétexte (je cite le responsable des éditions

"La Découverte") que

« les médias ne s'y intéresseront pas ».

Nous cherchons un éditeur courageux.

4. Il ne paraît pas possible de rééditer les œuvres complètes de J. Duboin, mais nous sommes en train d'en préparer la présentation sur internet, le moyen de communication de l'avenir.

5. Excellente idée que celle de loisirs communs pour briser l'éparpillement. Je suis sûr que cela intéresserait beaucoup de lecteurs,

A-L W



qui vont probablement se manifester. Êtes-vous prêt à prendre les initiatives d'organisation et de réalisation ?
J-P M.

* * *

Au moment où vous informez que la GR s'est inscrite à la Maison Grenelle, moi, je la quitte, n'y trouvant dans les rapports et documents qui me sont parvenus, que des communications présentées de telle manière que pour comprendre, il faut au moins avoir fait une Grande École... Leur discours m'apparaît réservé à la caste intellectuelle qui, quand même, n'est pas le plus grand nombre, alors que la GR et les livres de J. Duboin peuvent être compris de tous... Les intervenants de la Maison Grenelle font comme les hirondelles, des envolées gracieuses, hardies, mais ne se posent pas. Ils semblent parfois vouloir traiter de l'économie un peu comme la GR, mais citer Jacques Duboin doit leur donner des boutons. Et puis, c'est bien de vouloir transformer l'Europe, mais si déjà la France était transformée, cela donnerait peut-être des idées aux autres. Ils voient grand. Ils sont trop forts pour moi.

M.L., Pellevoisin

Réponse. Au moment précis où nous recevions votre lettre, deux articles signés par J. Robin et A. Gorz, l'un paru dans *Le Monde* daté du 8 octobre, l'autre dans *le Nouveau Politis* vous apportent un démenti flagrant : dans un style très clair, ils expliquent tout simplement qu'il faut en arriver à la monnaie de consommation dans une économie distributive. Ce n'est donc pas le moment de désespérer ! Il faut au contraire faire partie de la Maison Grenelle, y participer le plus et le mieux possible.

M-L D.

Aux lecteurs de la région de Lyon

Le premier mardi de chaque mois, à 19 heures, vous pouvez rencontrer le **Comité Laïcité République du Rhône**, à la maison de quartier Berty Albrecht, **14, place Jules Grandclément à Villeurbanne**.

Vous y trouverez des gens décidés à œuvrer pour la réalisation irréversible de leur idéal de société, une république laïque et sociale. Vous pourrez, donc, vraisemblablement leur en suggérer la clef : une économie distributive dont la fin n'est pas, comme c'est le cas aujourd'hui, d'un asservissement des gens à l'argent, mais bien au contraire, de leur épanouissement.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Pour que vive la Grande Relève

E. Hubert 120 - Mme Kekenbosch 70 - J. Mahé 70 - M. Médard 130 - R. Pellet 70 - Melle Pineau 400 - R. Claustre 270 - V. Antoniuk 50 - R. Baglin 70 - R. Poulin 220 - P. Ingrain 70 - A. Lemur 50 - G. Maurice 70 - J. Ménager 120 - R. Pélofi 100 - Mme Prothery 70 - P. Torterat 20 - Mme Bachelier 20 - E. Bidoit 20.

Total 2.010 F.

Merci à tous !...

MESSAGES PERSONNELS

Chers merveilleux militants,
Complètement fauchée en ce moment, je ne peux souscrire... Je vous demanderais de m'indiquer s'il y en a, des abonnés de la région de Montpellier. J'aurai maintenant enfin du temps (80 ans) pour les rencontrer et faire si possible quelque chose. Et aussi l'adresse, s'il accepte, de Paul Béné, dont vous avez conté l'action.

M.F., Montpellier.

* * *

En 1938, J. Duboin écrivait «Allons-nous crever parce que nous avons trop de tout ?»

Pierre Ingrain s'en souvient... Il serait heureux d'avoir des nouvelles d'anciens camarades au 02 40 29 07 79 !

Merci.

On veut des sous !!! Consommez !!!

Le CD enregistré par

J-P et B. Poulin et D. Daguénet

pour aider nos efforts de propagande est sorti.

Ne manquez pas de le commander à

J-P Poulin, 7 rue Jules Ferry, 37110 Château-Renault au prix de 30F l'un, plus 5F de frais d'envoi.

bloc - notes

associations et revues

G.L.E.D

Groupe Liégeois pour l'Economie Distributive a publié la brochure **Muter ou chuter** (prix 18FB, CCP000 0660548) et diffuse livres et journaux distributistes en Belgique.

L. Gosset,
21 rue Charles-Hansez
4630 MICHEROUX
BELGIQUE

*

G.S.E.D.

Groupe de Salariés pour l'Economie Distributive
11 rue St-Vincent-de-Paul
13000 MARSEILLE

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau "Pour une nouvelle conscience planétaire"

J-C. Giroud
103 Résidence Garderose
33500 LIBOURNE

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle
6 bis rue Berthe-de-Boissieux
38000 GRENOBLE

*

RÉSISTANCE

À L'AGRESSION PUBLICITAIRE
61 rue Victor-Hugo
93500 PANTIN

*

FRAGMENTS - DIFFUSION

9 rue Eugène Jumin
75019 PARIS

*

CITOYENS DU MONDE

15 rue Victor-Duruy
75015 PARIS

*

UNION PACIFISTE

BP 196
75624 PARIS Cédex 13

*

TRANSVERSALES

Sciences / Culture
21, Bd de Grenelle
75015 PARIS

La Grande Relève

s'est inscrite à titre collectif à la Maison Grenelle.

Ceci doit permettre à tous ses abonnés d'en utiliser les services, en particulier ceux de la bibliothèque.

*

ALTERNATIVE SYNDICALISTE

éditée par le Cercle de réflexions et d'Actions Syndicalistes
38, rue du Stand
95120 ERMONT

*

LE PUBLIPHOBIE

56 bis, rue Escudier
92100 BOULOGNE

*

GAVROCHE

Revue d'histoire populaire
39-41 rue de la Harpel
BP872
27008 ÉVREUX CÉDEX

*

A CONTRE-COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE
4, rue des Iris
52100 SAINT-DIZIER

*

En résumé,

UN CONSTAT :

LA GRANDE RELEVÉ

L'homme a toujours cherché à réduire l'effort qu'il doit fournir pour assurer sa subsistance. Il a d'abord inventé des outils, puis il les a perfectionnés.

Lents d'abord, ces progrès ont pris, ces dernières décennies, un caractère exponentiel.

Dans les pays industrialisés, l'homme dispose maintenant d'innombrables esclaves mécaniques, électroniques, automatisés, informatisés... Il sait même commander la nature, la modifier, en un mot lui faire produire presque tout ce qu'il veut, comme il veut, quand il veut.

Cette **Grande Relève des Hommes par la Science**¹ dans tous les processus de production marque un **changement de civilisation**, le plus grand de tous les temps et certainement le plus rapide. Tellement rapide dans les pays industrialisés que les hommes n'ont pas encore pris conscience de sa conséquence majeure :

*le pouvoir d'achat
ne peut plus être mesuré
par la durée du travail.*

Surproductions et croissance du chômage, entraînant récession, destructions, exclusions, délinquance, drogues et guerres, sont les manifestations les plus frappantes de l'inadaptation de notre système économique aux transformations des processus de création de biens et de services.

C'est **ce qu'on appelle
la crise**¹.

1. Titre de l'un des premiers ouvrages publiés par J. Duboin.

UNE NECESSITE :

INVENTER POUR S'ADAPTER

Les transformations sociales, nécessaires pour adapter notre système économique aux nouveaux moyens de création de richesses, sont à la mesure de cette révolution sans précédent. Mais pour les imaginer et les mettre en œuvre, il faut aller à l'encontre d'habitudes et de modes de penser millénaires, au risque, évidemment, de passer pour "utopistes".

Notre utopie, c'est l'économie des besoins, ou

économie distributive,

*toute production
physiquement et
écologiquement réalisable
doit être
financièrement
possible.
Et quand elle a été réalisée,
tout citoyen doit avoir
le pouvoir d'achat nécessaire
pour en acquérir sa part.*

qui pose en principe que :

La fin de l'ère de la rareté des biens et des services est aussi la fin de l'ère de l'échange entre *pouvoir d'achat* et *temps de travail*.

Une double réorganisation s'impose donc :

celle du **devoir économique** et celle du **droit économique** de tout **citoyen**.

D'une part, **répartir entre tous les tâches encore nécessaires**, dont la durée diminue constamment grâce aux progrès technologiques, et d'autre part, **distribuer le pouvoir d'achat** correspondant globalement à la valeur des biens et des services produits, dont la quantité peut désormais s'accroître si besoin.

DES PROPOSITIONS :

LE SERVICE SOCIAL

Le partage des tâches devient le **service social** que chaque individu doit accomplir au cours de son existence, selon ses aptitudes et suivant les besoins de la société. Il s'agit là d'une remise en cause de la notion d'emploi. Le "travail" cesse d'être l'activité essentielle de l'homme, qui commande toutes les autres et détermine à vie son "niveau social".

D'autres **activités**, réputées aujourd'hui non rentables, ou non mesurables en termes économiques, mais au moins tout aussi utiles, voire même fondamentales, sont désormais reconnues.

LE REVENU SOCIAL OU DE CITOYENNETÉ

La distribution du pouvoir d'achat se fait en créditant périodiquement le compte de chaque citoyen, de sa naissance à sa mort.

Pour effectuer ses achats, chacun dispose d'un carnet de chèques, ou d'une carte à puce s'il préfère, et son compte est débité du montant de l'achat. Rien n'est donc changé pour le consommateur, la vente est enregistrée par le vendeur et le crédit correspondant est annulé.

LA MONNAIE DISTRIBUTIVE

Pour distribuer ainsi le pouvoir d'achat il faut une monnaie d'un type nouveau. Cette *monnaie distributive* est une **monnaie de consommation** : elle ne sert qu'à acheter, elle **ne circule pas**, elle ne peut pas être placée pour rapporter un intérêt et **elle n'est plus anonyme**. Des paiements à échéance restent toutefois possibles.



Le montant des crédits à distribuer régulièrement (chaque mois par exemple) est un problème informatique analogue à celui que traitent actuellement et en temps réel les milieux boursiers et financiers (ou même plus simple). Il consiste à évaluer la production à réaliser pendant une période donnée, en tenant compte des contraintes², des besoins et des in-

tentions manifestés par les consommateurs, des besoins des services publics et des investissements nécessaires. Le montant total du "revenu social" distribué est la différence entre la valeur de la production estimée et celle des investissements décidés, pour une période donnée. Considérant que tous les citoyens d'une même région, puisqu'ils sont, tous et au mê-

me titre, co-héritiers des fruits du travail et des recherches qui ont abouti aux moyens actuels de production, J. Duboin proposait un revenu social égal pour tous, autrement dit **l'égalité économique**. Mais la plupart des gens ne sont pas prêts culturellement à un tel changement, de sorte que cet objectif ne peut être envisagé qu'à long terme.

UNE TRANSITION : LE CONTRAT CIVIQUE

Diverses mesures transitoires ont été proposées³. Une allocation universelle ou revenu d'existence, minimum alloué à tous, pourrait faire évoluer les mentalités. Mais pour avancer un peu plus vers l'économie des besoins, nous proposons de répartir le pouvoir d'achat sous forme d'un **revenu de citoyenneté**, déterminé à partir d'un **contrat civique**⁴ renouvelable et modifiable en fonction des résultats obtenus.

C'est pour stimuler l'initiative individuelle, l'innovation, l'inventivité, tout en tenant compte de la complexité croissante de l'économie, que nous avons proposé le contrat civique. Son objectif est de rendre le citoyen autonome et responsable, de lui

donner la possibilité de décider de l'orientation de sa vie, de lui laisser l'initiative de ses activités, mais en les faisant reconnaître et valoir, même si elles ne sont pas mesurables suivant les normes économiques traditionnelles.

Pour les uns, simple publication de leur rôle dans une entreprise qui existe, pour d'autres, projet plus ou moins ambitieux d'une nouvelle activité, le contrat civique proposé par chaque citoyen (si besoin, aidé et conseillé) doit faire l'objet d'une publicité préalable, puis être présenté à des instances compétentes. Ces instances, les **Conseils Économiques**, devront, selon le principe de *subsidiarité*, être celles qui correspondent au niveau adapté à l'envergure du projet ; elles seront com-

posées d'élus, de représentants des professionnels concernés et, au moins pour moitié, de citoyens y siégeant temporairement, à titre personnel, comme "usagers".

La **démocratie économique** sera enfin réalisée par la remise à ces conseils du **pouvoir de création monétaire**, (qui sera donc retiré aux banques de crédit qui en usent aujourd'hui de façon arbitraire), y compris pour financer les investissements nécessaires aux entreprises, qui devront leur en rendre compte.

M-L D

2. d'environnement, de sauvegarde des ressources, etc.

3. voir notre N° hors série de 1992.

4. voir notre N° 901.

Bref, le résumé de notre résumé, c'est la SNCF qui l'a formulé avec ce slogan :

Le progrès ne vaut que s'il est partagé entre tous.

*Pour en savoir plus sur ces propositions,
pour en discuter dans une tribune libre,
abonnez-vous au journal (130F par an pour 11 numéros) :*

LA GRANDE RELEVÉ,
BP 108, 78110 LE VÉSINET
CCP 13 402 39 M Paris

ou commandez à cette adresse des documents tels que :

Kou l'ahuri, ou la misère dans l'abondance, un livre plein d'humour, de Jacques DUBOIN (65 F)

L'économie libérée, une brochure de base, bien documentée mais facile à lire (25 F)

Les affranchis de l'An 2000, roman de M-L DUBOIN (110 F),

un résumé : L'économie distributive et les transitions (25 F)

pour introduire une discussion : Un socialisme à visage humain, d'André PRIME (25 F)

et une bande dessinée de 8 pages : Et si on changeait ? (35 F).

— tous ces prix sont indiqués franco —